

## La Suisse favorable à une présence internationale au Burundi

@rib News, 19/03/2016 â€“ Source ATS Une prÃ©sence internationale renforcÃ©e doit Ãªtre Ã©tablie au Burundi, a plaidÃ© l'ambassadeur suisse JÃ¼rg Lauber (photo) devant le Conseil de sÃ©curitÃ© de l'ONU. Elle pourrait, selon lui, contribuer Ã  calmer la situation dans le pays. En tant que prÃ©sident de la Commission de consolidation de la paix au Burundi, l'ambassadeur suisse a tÃ©moignÃ© de son voyage dans ce pays de l'Afrique de l'Est. Il a rappelÃ© que cet Etat se remet lentement d'une guerre civile qui a durÃ© plusieurs dÃ©cennies.

Il y a toujours des violences entre les forces gouvernementales et l'opposition. Les observateurs des droits de l'homme font Ã©tat d'enlÃ©vements, de meurtres, de tortures, de mauvais traitements, de discours de haine ainsi que de violences sexuelles perpÃ©trÃ©es des deux cÃ´tÃ©s. En outre, cette crise a renforcÃ© un ralentissement Ã©conomique aprÃ¨s dix ans de croissance Ã©conomique soutenue, a expliquÃ© M. Lauber. Ce dernier a rencontrÃ© Ã  la fois le prÃ©sident controversÃ© Pierre Nkurunziza et des reprÃ©sentants de l'opposition. Programmes stratÃ©giques La crise politique a par ailleurs ralenti la mise en Ã©uvre des programmes stratÃ©giques pour le dÃ©veloppement des infrastructures, des routes et des lignes Ã©lectriques, a signalÃ© l'ambassadeur suisse. Les fonds destinÃ©s au Burundi doivent Ãªtre rediscutÃ©s cette annÃ©e et ces nÃ©gociations risquent d'Ãªtre menÃ©es dans un contexte d'incertitude qui va peser sur la crise politique, a mis en garde JÃ¼rg Lauber. Les contributeurs internationaux semblent toutefois Ãªtre prÃªts Ã  se rÃ©engager au Burundi, estime l'ambassadeur. Mais ils attendent des signaux clairs indiquant que l'on se dirige vers une solution Ã  la crise. DÃ©tenus politiques La libÃ©ration conditionnelle cette semaine de 47 personnes arrÃªtÃ©es il y a prÃ¨s d'un an "montre que certains efforts sont faits pour restaurer l'Etat de droit", a par ailleurs estimÃ© Zeid Ra'ad al Hussein, Haut Commissaire de l'ONU aux droits de l'homme, devant le Conseil de sÃ©curitÃ©. Ces 47 dÃ©tenus figuraient sur une liste de 125 personnes "Ã  libÃ©rer immÃ©diatement" qui avait Ã©tÃ© transmise par l'ONU Ã  Bujumbura. Le secrÃ©taire gÃ©nÃ©ral de l'ONU Ban Ki-moon a rap lors du mÃªme dÃ©bat que le gouvernement avait promis de libÃ©rer au total quelque 2000 prisonniers. "Nous attendons que cet engagement soit entiÃ¨rement tenu (...) et la fin des restrictions sur les mÃ©dias et les organisations de la sociÃ©tÃ© civile", a-t-il affirmÃ©. Le Burundi est plongÃ© dans une profonde crise politique depuis la candidature fin avril 2015 du prÃ©sident Pierre Nkurunziza Ã  un troisiÃ¨me mandat, obtenu en juillet. Les violences ont dÃ©jÃ fait plus de 400 morts et poussÃ© plus de 250'000 personnes hors du pays.